



CHAPITRE 96

Loi modifiant la charte de la cité de
Saint-Michel

[Sanctionnée le 29 juin 1967]

CHAPTER 96

An Act to amend the charter of the city
of St. Michel

[Assented to 29th June 1967]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Saint-Michel a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 5 George V, chapitre 109, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées afin de lui donner de plus amples pouvoirs et de la mettre ainsi en état de mieux pourvoir aux besoins de sa population qui atteint quelque 75,000 âmes;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
193, a.
131,
remp.
pour cité.

1. L'article 131 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) est remplacé pour la cité de Saint-Michel par le suivant:

Nom
omis de la
liste.

« **131.** Toute personne dont le nom a été omis de la liste des électeurs, mais qui est inscrite au rôle d'évaluation ou au rôle de perception, dans le cas des locataires et possédait, à l'époque de la préparation de la liste, le cens électoral, a droit de voter aux élections municipales et sur les règlements d'emprunts, en produisant un certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité, que ce dernier est tenu de délivrer sur demande, à l'effet que le nom de cette personne a été

Preamble.

WHEREAS the city of St. Michel has by its petition represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 5 George V, chapter 109, and the acts amending it, be again amended so as to give it broader powers and so to enable it to make better provision for the needs of its population of some 75,000 souls;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 131 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) is replaced for the city of St. Michel by the following:

R.S., c.
193,
s. 131,
replaced
for city.

“**131.** Any person whose name has been omitted from the electoral list but is entered on the valuation roll or on the collection roll in the case of lessees and who possesses at the time of the preparation of the list the right to vote shall be entitled to vote at any municipal election or upon a loan by-law, upon producing a certificate from the clerk or secretary-treasurer of the municipality, which the latter shall be obliged to give on application therefor, to the effect that the name

Name not
on list.

omis de la liste par inadvertance ou erreur, et en prêtant serment devant le sous-officier-rapporteur d'un des bureaux de votation, qu'elle a le cens électoral requis par la loi et qu'elle n'a pas déjà voté sous l'autorité de ce certificat. Le certificat produit doit être laissé entre les mains du sous-officier-rapporteur qui le rapporte, à la fermeture du bureau de votation, avec les autres documents qui ont servi à la votation. »

S.R., c.
193, a.
428, mod.
pour cité.
Salles de
danse.

Restric-
tion.

2. L'article 428 de ladite Loi des cités et villes est modifié pour la cité en remplaçant le paragraphe 6° par le suivant :
« 6° Pour régler ou prohiber les salles de danse publiques dans la cité.

Nul permis ou licence ne peut être accordée, en vertu de quelque loi que ce soit, pour tenir une salle de danse publique dans la cité à l'encontre des dispositions d'un règlement adopté en vertu du présent paragraphe; ».

S.R., c.
193, a.
470, remp.
pour cité.

3. L'article 470 de ladite Loi des cités et villes est remplacé pour la cité par le suivant :

Vente
d'effets
non récla-
més, etc.

« **470.** La corporation peut faire vendre à l'encan, par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers ou autres biens meubles en sa possession qui ne sont pas réclamés dans les deux mois et qui proviennent, soit d'un vol, soit d'une saisie ou d'une confiscation par ses officiers de police, soit de personnes décédées et aux funérailles desquelles la corporation a été obligée de pourvoir.

Respon-
sabilité.

Si ces biens sont réclamés après la vente, la corporation n'est responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle a encourues.

Restric-
tion.

S'ils ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande ou à cause de l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ils peuvent être détruits après publication de semblables avis, *mutatis mutandis*, et s'ils sont réclamés après leur destruction, la corporation n'est tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation. »

of such person has been omitted by inadvertance or error, and upon taking the oath before the deputy returning-officer at a polling-station that he is entitled to vote according to law and that he has not already voted under the authority of the said certificate. The certificate produced shall be left in the hands of the said officer, who shall return it at the close of the poll with the other documents in use at such voting."

2. Section 428 of the said Cities and Towns Act is amended for the city by replacing paragraph 6 by the following:
“(6) To regulate or prohibit public dance-halls in the city.

R.S., c.
193, s.
428, am.
for city.
Dance-
halls.

No permit or license shall be granted, under any law whatever, to keep a public dance-hall in the city contrary to the provisions of a by-law made under this paragraph 6;”.

Restric-
tion.

3. Section 470 of the said Cities and Towns Act is replaced for the city by the following:

R.S., c.
193, s.
470, re-
placed for
city.

“**470.** The corporation may cause to be sold at auction, by a bailiff of the Superior Court, without any judicial proceedings and after the notices required for the sale of moveables under writ of execution, the objects, moveable effects or other moveable property in its possession which are unclaimed within two months and are the proceeds of theft or have been seized or confiscated by its police officers or are left by dead persons for whose burial the corporation had to provide.

Sale of
unclaimed
objects,
etc.

If such property be claimed after the sale, the corporation shall be liable only for the proceeds of the sale, after deducting the cost of the sale and other expenses which it may have incurred.

Liability.

If they cannot be sold because they have no merchantable value or by reason of the illegality of their possession or use, they may be destroyed after publication of similar notices, *mutatis mutandis*, and if they are claimed after destruction, the corporation shall not be liable for the payment of any indemnity or compensation."

Restric-
tion.

S.R., c. 193, a. 587, remp. pour cité. **4.** L'article 587 de ladite Loi des cités et villes est remplacé pour la cité par le suivant:

Émission d'obligations.

« **587.** Sauf les cas prévus à l'article 603, la municipalité peut faire des emprunts sous forme d'émission d'obligations signées par le maire et par le greffier et portant le sceau de la corporation.

Signature.

La signature du maire sur les obligations peut être imprimée, lithographiée ou gravée.

Idem.

Toute obligation émise dans le passé ou à l'avenir est considérée comme valablement signée si elle porte la signature du maire et du greffier en fonction à la date que porte l'obligation ou au temps où elle est signée.

Forme des obligations.

Ces obligations peuvent être nominatives, à ordre ou au porteur. Elles sont payables aux dates fixées dans le règlement, et portent intérêt payable semi-annuellement aux dates aussi fixées dans le règlement.

Transfert.

Les obligations au porteur sont transmissibles par simple livraison.

Endossement.

Les obligations nominatives et les obligations à ordre sont transmissibles par endossement. Après leur endossement par le titulaire, sans désignation de bénéficiaire, elles deviennent payables au porteur et peuvent être transférées par simple livraison.

Transfert après enregistrement.

Si les obligations sont payables au porteur ou détenteur enregistré, elles sont transmissibles par simple livraison tant qu'elles n'ont pas été enregistrées au nom du porteur ou détenteur. Après leur enregistrement au nom d'une personne désignée, elles peuvent être transférées au moyen d'un nouvel enregistrement.

Effet du transfert.

Le transfert effectué suivant les dispositions ci-dessus transmet la propriété du titre à l'acquéreur, et lui donne le droit d'intenter une action sur ce titre, en son nom. »

Pension payable.

5. La cité de Saint-Michel doit payer à toute personne qui a rempli la fonction de membre du conseil de la cité de Saint-Michel, pendant au moins douze années, et qui a cessé de remplir cette fonction après le premier janvier 1967, une pension annuelle de \$1,500 payable par

4. Section 587 of the said Cities and Towns Act is replaced for the city by the following:

R.S., c. 193, s. 587, replaced for city.

“**587.** Except in the cases provided for in section 603, the municipality may effect loans by an issue of bonds, signed by the mayor and by the clerk, and bearing the seal of the corporation.

Bond issue.

The mayor's signature on the bonds may be printed, lithographed or engraved.

Signature.

Every bond heretofore or hereafter issued shall be deemed to have been validly signed if it bear the signature of the mayor and of the clerk in office at the date the bond bears or at the time when it is signed.

Idem.

Such bonds may be made payable to a named holder, to his order or to bearer. They shall be payable at the dates fixed by the by-law, and shall bear interest payable semi-annually at the dates also fixed by the by-law.

Particulars of bonds.

The bearer bonds may be transferred by delivery.

Transfer.

The bonds payable to any person and the bonds payable to any person or order may be transferred by endorsement. After general endorsement thereof by such person they shall be payable to bearer and be transferable by delivery.

Endorsation.

If such bonds are payable to bearer or to the registered holder, they shall be transferable by delivery until registered in the name of the bearer or holder. After they have been registered in the name of a specified person, they may be transferred by a subsequent registration.

Transfer after registration.

The transfer of such bonds, made as aforesaid, shall vest the property thereof in the transferee, and entitle him to bring action thereon in his own name.”

Effect of transfer.

5. The city of St. Michel shall pay to each person who has held office as a member of the council of the city of St. Michel for twelve years or more and who has ceased to hold such office after the 1st of January 1967, an annual pension of \$1,500 payable in equal and

Pension payable.

	versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois.	consecutive instalments on the first day of each month.	
Contribution.	Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil municipal doivent verser au fonds d'administration générale une contribution de 5% de leur traitement annuel, avec rétroactivité de cinq ans, et à compter de leur entrée en fonction pour ceux qui occupent leur charge depuis moins de cinq ans.	In order to benefit from such retirement payments, the members of the municipal council must pay into the general administration fund a contribution of 5% of their annual salary for each of the last five years, or for the period since they took office in the case of those who have held office for less than five years.	Contribution.
Remboursement.	Advenant le cas où un échevin ou le maire n'occuperait pas sa charge pendant douze ans, les montants ainsi versés lui seront remboursés sans intérêt.	If an alderman or the mayor does not hold office for twelve years, the amounts so paid shall be reimbursed to him without interest.	Reimbursement.
Limite.	Cette pension est augmentée de \$500 pour chaque année ou partie d'année durant laquelle cette personne a occupé la fonction de maire, mais elle est limitée en toute circonstance à \$5,000.	Such pension shall be increased by \$500 for each year or part of a year during which such person has held the office of mayor, but it shall in no case exceed the sum of \$5,000.	Limit.
Privilege.	Cette pension est incessible et insaisissable.	Such pension shall be unassignable and unseizable.	Privilege.
Paiement interrompu.	Le paiement de cette pension est interrompu durant toute période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la cité.	The payment of such pension shall be suspended during any period when the beneficiary holds, temporarily or permanently, any charge, office or situation which involves remuneration paid by the city.	Payment suspended.
Calcul d'années.	En calculant une telle période de douze années, une partie d'année est comptée comme une année entière.	In calculating any such period of twelve years, a part of a year shall be counted as a full year.	Calculation of years.
Entrée en vigueur.	6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.	6. This act shall come into force on the day of its sanction.	Coming into force.